

Contribution UA – CN des 18 et 19 mai

A un mois et demi de la fin d'année scolaire, nous pouvons affirmer qu'une fois de plus la gestion de la crise sanitaire par le ministre de l'EN aura été catastrophique. Comme à chaque vague successive aucune anticipation pour cette dernière reprise. C'est au contraire une gestion toujours renvoyée au terrain tout en affirmant à grand renfort d'interview que tout va bien et que le virus ne franchit pas les portes de l'école.

Il nous aura donc fallu plusieurs mois de pandémie pour réussir à forcer le ministre à plus de transparence et de réalisme sur la circulation du virus dans les écoles même si lui-même se détourne de ce qui devrait pourtant être l'objet de toutes ses préoccupations. C'est d'ailleurs par la voix du premier ministre que le gouvernement avoue que le virus circule bien dans l'école en affirmant que « la véritable variable, ce qui a le plus d'impact, on le sait, c'est fermer les écoles ». Jean Michel Blanquer continue de regarder ailleurs et préfère détourner l'attention alors que la rentrée prochaine n'est absolument pas anticipée. Les apprentissages n'ont pu avoir lieu dans des conditions propices, de nombreux élèves n'auront pu bénéficier de l'intégralité des enseignements, les activités sportives et culturelles ont été très fortement réduites... Celles et ceux qui en subissent les conséquences sont d'abord les enfants des milieux les plus défavorisés. Pour autant, Aucune réflexion n'est menée sur la mise en place d'équipes pluriprofessionnelles abondées d'enseignant-es spécialisé-es, de psychologues, d'assistantes sociales. Aucun plan d'urgence, aucune annonce de recrutements supplémentaires !

Mais ce retour à l'école après une semaine de fermeture et quinze jours de vacances aura malgré tout eu raison de l'entêtement du ministre. Depuis le début de l'année scolaire, SNUipp-FSU n'a eu de cesse de porter auprès du ministère un protocole permettant de maintenir les écoles ouvertes tout en protégeant les élèves, les personnels et les familles. Dès les premières semaines, il a fallu défendre la règle de fermeture dès le premier cas de Covid, règle rapidement abandonnée au profit des trois cas. La demande de tests salivaires massifs, à l'instar d'autres pays européens, a également été défendue très tôt, mais devant un ministre niant la contamination des élèves, elle n'était à cette période pas entendue. Nous avons eu raison de tenir cette ligne politique auprès des personnels afin d'y trouver leur adhésion, notamment lors de la grève sanitaire du mois d'octobre.

Certes, il aura fallu plusieurs mois et l'arrivée du variant anglais pour que le ministère entende enfin les revendications du SNUipp-FSU. Mais force est de constater que cette opiniâtreté a porté ses fruits. La règle de fermeture dès le premier cas positif est enfin de mise, les tests salivaires doivent désormais être déployés là où il y a des foyers de contamination. Le fait d'écrire enfin que l'accueil des élèves sera suspendu en cas d'absence de remplaçant, revient à acter la consigne syndicale de non-remplacement du SNUipp. Cette avancée significative, montre enfin publiquement le manque de remplaçants et les difficultés des équipes.

Pour autant, le ministre détourne les regards des besoins réels de l'école en engageant des débats hors sol. Ainsi quand on parle école c'est pour laisser certain-es se désespérer de ne pas trouver de niche parlementaire pour faire adopter une proposition de loi inutile sur la direction qui désorganisera l'école et ne règlera en rien les difficultés que rencontrent actuellement les directeurs d'école. Ou pour rendre compte des diatribes nauséabondes de celles et ceux qui souhaiteraient interdire le voile pour certaines mamans accompagnant les sorties scolaires. Sans parler de l'épouvantail de l'écriture inclusive !

L'agenda social est mis en sourdine, exit la loi de programmation sur la revalorisation des enseignantes et si l'annonce des conclusions du Grenelle tarde à arriver, il faut toutefois s'en méfier car elles n'augurent rien de bon pour les personnels.

Cette période de fin d'année scolaire risque d'être longue pour l'ensemble des collègues et surtout elle ne semble pas propice à une forte mobilisation contre ce gouvernement. Les personnels sont atones et difficiles à sensibiliser et à mobiliser. Et pourtant, il nous faut continuer de porter auprès d'eux la nécessité de mesures fortes dans le cadre d'un plan d'urgence pour la rentrée tout en ne lâchant rien sur la nécessité d'un protocole sanitaire strict pour éviter une circulation active du virus. Les mobilisations pendant les opérations de carte scolaire ont montré que les moyens engagés par ce gouvernement étaient loin d'être suffisants pour maintenir le service public d'éducation. Dans beaucoup de territoires, la rentrée sera compliquée.

Mais si ce contexte n'a jamais été aussi compliqué pour l'école, il n'en reste pas moins que le SNUipp-FSU a réussi à jouer son rôle de premier syndicat du primaire en faisant évoluer partiellement le protocole sanitaire et dans un autre registre en maintenant la philosophie des programmes de maternelle de 2015. Bien sûr que tout n'est pas gagné, mais ces éléments sont à mettre à notre actif. Notre abnégation redonne quelques perspectives et montre que nous prenons la mesure de l'importance de la place de l'école dans la construction des citoyens et citoyennes de demain. L'école comme facteur de réussite mais aussi comme rempart à la diffusion des idées d'extrême droite et celles et ceux qui les propagent.

Dans un climat social complexe où certains partis politiques préfèrent agiter le chiffon rouge de la peur de l'autre et du tout sécuritaire, où les libertés publiques sont réduites, il nous faut réaffirmer nos valeurs de justice sociale, de solidarité et de lutte contre toutes les discriminations. Devant le poids des inégalités, c'est un monde syndical le plus largement réuni qui doit exprimer les dangers d'une idéologie xénophobe et liberticide, qui doit s'adresser aux salarié-es, aux jeunes, aux sans-emploi, aux retraité-es pour porter les valeurs de solidarité et la lutte contre toutes les formes de discrimination. Il appartient au syndicalisme d'appeler les acteurs et actrices du monde du travail à se rassembler, dans les entreprises, les administrations, les universités et établissements scolaires, pour débattre des solutions de progrès pour toutes et tous. C'est autour de ce projet que pourront se fédérer toutes les initiatives appelant à construire ce « vivre ensemble » qui fera échec au projet réactionnaire et diviseur de l'extrême droite. Il ne s'agit pas de s'inscrire en concurrence aux expressions et tribunes publiques qu'elles soient d'origine politique et / ou associative. Ce qui relève d'une démarche sincère peut apparaître comme une volonté d'instrumentaliser le débat politique alors que l'enjeu est d'assurer la pérennité d'un combat juste pour une société plus solidaire, qui dépasse le « moment électoral ».

En la matière et dès le 12 juin, le syndicalisme se doit de prendre toutes ses responsabilités.